

Pourquoi le Maroc est toujours sans gouvernement

Analyse

CHARLOTTE BOZONNET

Service international

Deux mois après les élections législatives du 7 octobre, qui ont consacré la victoire du Parti de la justice et du développement (PJD, islamiste), le Maroc est toujours sans gouvernement. Vainqueur du scrutin, le patron du PJD et chef de gouvernement sortant, Abdelilah Benkirane, a pourtant été reconduit dans ses fonctions par Mohammed VI, le 10 octobre. Comme le veut la Constitution adoptée en 2011, dans la foulée des « printemps arabes », le roi a chargé le chef du parti arrivé en tête du scrutin de former un exécutif. Mais la formation d'une coalition s'avère bien plus difficile que prévu pour M. Benkirane.

Le parti islamiste, au pouvoir depuis cinq ans, a remporté 125 sièges quand il lui en faudrait 198 pour avoir la majorité au Parlement (395 sièges). M. Benkirane a obtenu le soutien de deux partis, le Parti du progrès et du socialisme (PPS, gauche) et l'Istiqlal (Parti de l'indépendance, conservateur), mais le compte n'y est toujours pas : 15 sièges manquent encore. Les négociations les plus importantes ont actuellement lieu entre le PJD et le Rassemblement national des indépendants (RNI, libéral). Si ces calculs peuvent paraître politiques et purement arithmétiques, ils révèlent une question de fond : un rééquilibrage du paysage politique après les élections.

Peu après les législatives, un homme est soudainement apparu au premier plan de la scène politique : Aziz Akhannouch. Ministre de l'agriculture dans le précédent gouvernement (en tant qu'indépendant), c'est un très riche homme d'affaires – sa fortune est estimée à 1,7 milliard de dollars selon le classement 2015 du magazine *Forbes* –, mais aussi un intime du roi. Mohammed VI est allé rompre le jeûne chez lui en juin pendant le ramadan, et M. Akhannouch accompagne le monarque dans ses tournées en Afrique. En octobre, le milliardaire a

été élu à la présidence du RNI, un parti qu'il avait quitté cinq ans auparavant. « Il s'agit de faire d'Akhannouch un premier ministre bis », estime un bon observateur de la vie politique marocaine. « C'est à travers lui que le Palais va rééquilibrer le jeu politique et contrôler certains postes. En faire un prolongement makhzénien [le makhzen désignant les institutions de la monarchie] dans le gouvernement », analyse le politologue Mohammed Madani.

Le Palais n'a jamais caché son peu d'appétit pour le parti islamiste. Mais dans un jeu d'intérêts mutuels bien compris, une cohabitation s'est installée depuis 2011. L'arrivée au pouvoir du PJD, qui a réussi à incarner une partie des aspirations populaires nées autour des printemps arabes, nourrit l'image de démocratisation revendiquée par le Maroc. Et le parti islamiste, dont l'objectif était de se faire accepter dans la vie politique après des années de marginalisation, s'est bien gardé d'affronter la monarchie, ou de contester son pouvoir. Les élections d'octobre ont toutefois montré que le PJD restait populaire, même après cinq années à la tête du gouvernement. Le Parti authenticité et modernité (PAM, libéral), fondé par un proche du roi et présenté comme le principal adversaire des islamistes lors du récent scrutin, n'est arrivé que deuxième (102 sièges) et sans provoquer d'adhésion populaire. Le RNI est entré dans le jeu.

En échange de son entrée dans la coalition, le parti de M. Akhannouch demanderait des ministères-clés de souveraineté ainsi que le départ de l'Istiqlal, ce que le chef du gouvernement refuse, le Parti de l'indépendance (46 sièges) étant considéré comme un allié « sûr » par le PJD. « Benkirane ne veut pas de majorité étriquée et il a donné sa parole à l'Istiqlal qu'il ferait partie de la coalition », explique un journaliste. Pour peser dans la négociation, le RNI a constitué autour de lui un noyau de partis – le Mouvement populaire (27 sièges) et l'Union constitutionnelle (19 sièges) – censé le rendre incontournable. Le PJD fait valoir le respect de la voix du peuple – le RNI n'a obtenu que 37 sièges – et veut surtout éviter de se retrouver avec un adversaire de poids à l'intérieur de l'exécutif. Mi-novembre, une vidéo avait été diffusée montrant M. Benkirane devant les cadres de son parti, parlant de complot

« contre la volonté du peuple ».

BLOCAGE À DOUBLE TRANCHANT

D'un côté comme de l'autre, on se garde pourtant bien de parler de crise, mais plutôt de tractations dans un rapport de force post-électoral. « Cela n'est pas nouveau, rappelle M. Madani. A chaque séquence électorale, il y a un chef d'orchestre pour les partis loyalistes. » Le roi, en tournée diplomatique en Afrique, n'a pas encore sifflé la fin de la récréation. Début novembre, il avait toutefois prévenu : « La formation du prochain gouvernement ne doit pas être une affaire d'arithmétique » ou le partage d'un « butin électoral ». Le blocage est à double tranchant pour chaque partie. « A court terme, le Palais montre qu'il conserve l'initiative politique, mais à long terme, sans gouvernement, il perd un fâcheux face aux éventuels mécontentements sociaux », estime le politologue. Quant à M. Benkirane, il affiche sa fermeté, mais prend le risque de discréditer davantage les responsables politiques aux yeux des Marocains.

Publié lundi 5 décembre, un communiqué a en tout cas rappelé un certain nombre de lignes rouges. Rédigé par le ministère des affaires étrangères, dirigé par Salaheddine Mezouar (RNI), il rappelle

que la politique étrangère du Maroc ne peut « faire l'objet d'improvisations hasardeuses, ni exprimer des points de vue personnels », et que le roi « demeure le garant de la constance et de la pérennité des positions diplomatiques du Maroc ». Une réponse directe à Abdelilah Benkirane, qui avait critiqué, dans un entretien accordé à une agence de presse, l'action de la Russie en Syrie. ■

c.bozonnet@lemonde.fr

« À TRAVERS
AZIZ AKHANNOUCH
[UN PROCHE
DU ROI], LE PALAIS
VA RÉÉQUILIBRER
LE JEU POLITIQUE
ET CONTRÔLER
CERTAINS POSTES »

MOHAMMED MADANI
politologue